

COMMUNIQUÉ

+ de salaire pour moins de galère !

En cette rentrée, plus que jamais le pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations de l'ensemble des salariés. L'augmentation du coût de la vie débutée après le Covid s'est accélérée de manière exponentielle ces dernières années sous l'impact des différents conflits et de la politique des gouvernements qui se sont succédé. La fameuse théorie du ruissellement n'a eu pour seul effet que d'offrir toujours plus pour une minorité et toujours moins pour les plus fragiles et ceux qui travaillent !

Alors que 436 milliards sont dévolus à la guerre et 211 milliards distribués chaque année aux entreprises, jamais les salariés de l'Assurance et de l'Assistance n'ont eu autant de mal à vivre de leur salaire.

Le prix de l'énergie :

En un an, la facture d'un plein de 50 litres a augmenté de 21,50 € pour l'essence et 34 € pour le gazole. Pourtant Total Énergies a réalisé 11,2 milliards de bénéfices depuis le début de l'année 2026 et ce chiffre devrait atteindre 24 milliards pour l'ensemble de l'année, soit + 77 % par rapport à l'année 2025.

L'explosion des tarifs à la pompe avec un baril de pétrole autour de 100 dollars s'explique par la multiplication par quatre des marges des raffineurs. Un vrai scandale à l'image de la politique systématique en faveur des grands groupes.

Pour le gaz, c'est encore + 6,3 % annoncés en octobre et en moyenne un doublement de la facture depuis 10 ans.

Le logement, le transport, l'alimentation... aucun poste n'échappe à une envolée des prix et pendant ce temps-là les salaires ne suivent pas.

Pourtant, plutôt que d'augmenter l'ensemble des salaires, de bloquer les prix ou de baisser certaines taxes, la dernière trouvaille de certains candidats à la présidentielle, c'est de rapprocher le salaire net du salaire brut en supprimant des cotisations salariales.



On comprend que le patronat trouve la proposition à son goût, cela ne lui coûte rien. Le Medef propose même un plan plus vaste consistant à supprimer 60 milliards de cotisations patronales (Famille et Maladie).

Le patronat, grand prince, renoncerait à 30 milliards d'exonérations de cotisations et le manque à gagner serait financé par la « TVA sociale » (19 milliards) et par les retraités (6 milliards avec le mécanisme de la désindexation).

Encore une fois, ce serait aux salariés de payer !

Nous revendiquons :

- **l'augmentation des salaires et minima de classe d'au moins 3,5 % tout de suite,**
- **des mesures pérennes pour rattraper les plus de 10 % de pouvoir d'achat perdu ces dernières années,**
- **l'abrogation de la dernière réforme des retraites et le blocage de l'âge maximal de départ à 62 ans dans un premier temps,**
- **le refus de la « TVA sociale » et de toutes les mesures qui attaqueraient encore plus la Sécurité sociale.**

